

# À la volée!

PAR JACK DION

## LES PETITS CUMULARDS ET LE GROS CUMULARD

**Chambre d'enregistrement méprisée par le pouvoir à coups de 49.3?** Salle de spectacle animée par des députés qui confondent le Palais-Bourbon avec le plateau de Cyril Hanouna? Classe de rattrapage pour débutants étalant leur amateurisme à chaque session? Camp de rééducation mené à la schlague par la présidente Yaël Braun-Pivet? L'Assemblée nationale, en cette fin de quinquennat incertain et de V<sup>e</sup> République agonisante, c'est un peu tout ça à la fois, et ce n'est pas beau à voir. D'où la multiplication des propositions destinées à redonner du lustre à une institution à bout de souffle.

Parmi celles-ci revient la fin du non-cumul des mandats. Dix ans après la loi de 2014 interdisant aux députés et aux sénateurs d'assumer des fonctions exécutives locales, certains rêvent d'un retour en arrière, à l'instar de Benoît Payan,

le maire (ex-PS) de Marseille, qui affirme dans *le Figaro* : « Il va falloir se poser ce genre de questions. » Et pourquoi donc? Pour permettre un ancrage local d'élus nationaux qui seraient coupés des réalités du terrain et enfermés dans la bulle parlementaire parisienne, à des années-lumière de la vraie vie.

**On ne voit pas en quoi le régime en vigueur interdit aux honorables parlementaires de se rendre dans leur circonscription, d'y tenir des permanences et de se frotter à la vie locale.** En effet, la loi de 2014 n'interdit pas tout cumul des mandats. Les députés et les sénateurs peuvent parfaitement assumer des responsabilités d'élus locaux puisque seuls les postes exécutifs (maire, adjoint ou président d'un département) sont prohibés. À qui fera-



t-on croire qu'un conseiller municipal n'est pas au contact de la population? À moins de juger qu'ils s'agit de strapon-tins trop étroits pour des parlementaires désireux de lancer une OPA sur la République?

Le non-cumul des mandats avait vocation à faire respirer une vie démocratique étouffée par les professionnels de la profession et les mandarins du suffrage

## Ça va mieux en le disant

PAR GUY KONOPNICKI

**Je suis venu vous dire que je m'en vais,** au moment précis où l'ouverture prochaine de la station de métro Gainsbourg irrite quelques dames vertueuses, proclamées féministes. Je date d'un autre temps! J'ai connu personnellement le poinçonneur des Lilas, un camarade de ma cellule, non n'allez pas croire, nous n'étions pas en taule, seulement au Parti, qui avait alors en commun avec le métro de relier la Nation et la République.

**Les agents RATP avaient demandé au grand Serge de trancher une polémique** opposant ceux de Porte des Lilas à ceux de Mairie des Lilas. Les trous, les petits trous, c'était à la Porte ou à la Mairie? Gainsbourg avait reçu mon copain, avec de l'anis, mais pas en sucette. Lilas de la porte ou de la mairie, il refusait de choisir,

## JE DESCENDS À GAINSBURG

il les aimait tous, les gars qui trimaient en sous-sol. Une station Gainsbourg, la RATP devait bien ça à celui qui fit un succès en chantant les travailleurs souterrains. Et à Gainsbarre, pour ses années de dèche, au bout de Paris, près des Lilas. Mais nous voici au vent mauvais des indignations visant l'artiste qui osa l'année érotique, quand le métro honore nombre d'abuseurs de femmes, dont Félix Faure n'est pas le moindre.

**Je descends donc.** Ex-fan des sixties, d'autres disent boomeur, j'ai tôt aimé ce métier, appris au temps où les rotatives faisaient trembler le sol de Paris, de la rue Réaumur au faubourg Poissonnière. On me pousse, puisque mon âge s'exprime avec le numéro du département de ma naissance, la Seine, en ce temps-là, réduite depuis à Paris. Pour aggraver mon cas, je résiste aux idées en vogue, je refuse d'abîmer la langue française et m'efforce d'appliquer les règles apprises

sur les bancs de la communale et du collège d'enseignement général. Étant toujours laïque, je ne suis plus obligatoire. Il me faut l'admettre, même si je demeure convaincu de la jeunesse des idées que je défends, *Marianne* appelle de nouveaux talents. Oh! Je ne renonce pas à écrire, je persisterai tant que j'en aurai la force. Il n'est pas de retraité du style, Aragon de son vivant m'a pardonné ce calembour.

**En quittant ces pages, pour d'autres manières d'écrire,** je pense aux belles heures vécues, dans le journal indépendant et libre fondé par Jean-François Kahn. Je pense aussi à ce moment terrible dont l'anniversaire s'approche... J'ai tant aimé travailler avec Tignous et discuter à l'infini avec Bernard Maris, tous deux collaborateurs de *Marianne*, assassinés le 7 janvier 2015 à *Charlie*. Je date, décidément, en diverses aventures, j'ai eu le bonheur de fréquenter Honoré, Cabu,

# Mise au point

PAR CHLOÉ MORIN

universel. À défaut de révolutionner la vie publique (ce n'était pas l'objectif), cela a permis de voir apparaître sur les bancs de la représentation nationale des profils que l'on n'avait pas l'habitude de voir jusqu'alors. Même s'ils sont pour la plupart issus de milieux sociaux privilégiés, nul ne peut regretter ce changement. D'aucuns se plaignent que les quelques représentants de la « société civile », comme on les appelle, ne brillent pas des feux de l'intelligence et de la créativité politique. C'est vrai, mais on pourrait en dire autant des vieux routiers du cumul d'antan.

**L'important est que l'Assemblée représente au mieux le pays dans toute sa diversité, sociale, politique, culturelle et géographique, et, surtout, qu'elle puisse jouer son rôle. On en est loin. Cela dépend moins d'une éventuelle réhabilitation des pratiques d'hier que de la nécessaire révision du système institutionnel pour en finir avec le carcan de la V<sup>e</sup> République, régime où le président cumule trop de pouvoirs. ■**

KONOP SE BARAC...

LES BRAS  
M'EN  
TOMBENT!



Wolinski et Charb. Autant de raisons de continuer le combat contre l'obscurantisme. Mais il me faut vous saluer, chère Marianne, ne vous déplaît... nous nous aimions... le temps d'une chanson... et plus encore. ■

## MACRON N'EST PLUS MACRONISTE

« Qu'ils viennent me chercher! », avait lancé un président largement mis en cause pendant l'affaire Benalla. Souvenez-vous, c'était en 2018... donc il y a des siècles en temps médiatique. La prise de risque faisait, de fait, partie de l'identité politique d'Emmanuel Macron depuis ses débuts. Il fut le ministre qui démissionna pour se jeter, sans filet, dans la bataille. Son livre *Révolution* célèbre l'esprit d'entreprise et valorise la responsabilité individuelle. La pratique du pouvoir par Emmanuel Macron serait différente de celle de ses prédécesseurs, moderne, plus horizontale, et le président saurait rendre des comptes à ses concitoyens, plutôt que de se murer dans son château comme l'ont fait tant de monarques républicains.

Sept ans plus tard, ces principes semblent avoir été remis dans les caves de l'Élysée. Alors que le Parlement vient d'infliger une défaite majeure au camp présidentiel en refusant de débattre du projet de loi Immigration, le président refuse catégoriquement d'en revenir à celui qui a pourtant pour rôle de permettre une sortie par le haut des blocages politiques : le peuple. Alors même que Gérard Darmanin ne cesse de répéter que 70 % des Français soutiennent son projet de loi, pas question de lui demander son avis. Preuve que la confiance dans le soutien populaire dudit projet n'est peut-être pas si forte qu'affiché en hauts lieux.

Or, dans un climat de défiance politique extrême, seules les preuves d'amour ont une valeur aux yeux des Français. Depuis le référendum de 2005, quand le choix du peuple a été contourné par le président Sarkozy, les exécutifs successifs n'ont cessé d'afficher leur défiance vis-à-vis de nos concitoyens. Pourquoi avoir recours au référendum, alors qu'il est connu que « les Français

LES FRANÇAIS VEULENT  
DES PREUVES D'AMOUR

DES ANNÉES  
QUE JE LES  
NIQUE...

QU'EST-CE  
QU'IL LEUR FAUT  
DE PLUS ?



ne répondent jamais à la question posée » ? Cette antienne répétée à l'infini dans les cercles de pouvoir dit tout le mépris de nos élites envers des Français au sujet desquels on se demande pourquoi elles leur concèdent encore le droit de vote.

De la même manière, la menace de dissolution est régulièrement agitée pour discipliner un Parlement prenant trop au sérieux la notion de séparation des pouvoirs, mais tout le monde a bien compris que la menace ne sera jamais mise à exécution. Au fond, la pratique macronienne du pouvoir emprunte à tous ses prédécesseurs le pire de ce « système » qu'il prétendait pourfendre en 2017 : défiance envers le peuple, mépris du Parlement, usage politique des institutions et, surtout, incapacité à assumer sereinement une défaite politique. Si Emmanuel Macron est sérieux dans sa volonté de rénover et de revitaliser la démocratie française, nous tenons donc une solution toute trouvée pour la « grande initiative » annoncée pour le mois de janvier : renouer avec le macronisme, et retourner au peuple! ■